

100 % libres
...100 % vous !



Alexandre GRILLAT
Secrétaire Général

Madame Emmanuelle Wargon
Présidente
Commission de Régulation de l'Énergie
15, rue Pasquier
75379 PARIS Cedex 8

Paris, le 27 septembre 2024

Objet : consultation publique – évolutions de la méthode de construction des TRVE

Madame la Présidente,

À la suite de la consultation publique du 10 juillet 2024 concernant les évolutions de la méthode de construction des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE), la CFE Énergies souhaite vous faire part de ses observations et propositions.

En tant que première organisation syndicale représentative de l'encadrement des entreprises et deuxième organisation des Industries Électriques et Gazières, nous considérons que cette consultation revêt une importance majeure pour l'ensemble des acteurs du secteur et, surtout, pour les consommateurs.

Tout d'abord, nous saluons la volonté de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) d'œuvrer pour une meilleure adéquation entre la production et la consommation d'électricité. Pour y répondre, la CRE envisagerait, au moyen de tarifs incitatifs, d'amener les consommateurs à ajuster leur consommation aux périodes de disponibilité de l'électricité.

Ce changement tarifaire qui pourrait théoriquement conduire à une évolution des comportements de consommation, soulève cependant des questions quant à l'acceptabilité sociale et technique de ces changements. Aussi et avec plus de 18 millions de foyers français impactés par l'extinction possible du tarif avec option base et compte tenu des impacts majeurs d'un tel changement, la CFE Énergies demande que la représentation nationale se saisisse de cette question.

Sur un plan technique, et à la lecture de l'analyse de l'open data d'ENEDIS, certains points mériteraient d'être approfondis dans la mise en extinction des tarifs de base au profit d'un modèle à quatre postes (Heures Pleines / Heures Creuses – Été / Hiver) compte tenu des usages actuels par les consommateurs.

Nous nous interrogeons sur la bonne compréhension et l'appropriation de ces signaux par l'ensemble des consommateurs lesquels souscrivent des puissances comprises entre 3 et 36 kVA. La diversité des profils de consommation mérite, selon les puissances souscrites, d'être

mieux prise en compte, et nous appelons à des études complémentaires et à des expérimentations préalables pour évaluer les impacts de ces évolutions, notamment sur les foyers les plus vulnérables. Nous insistons également sur l'importance d'une concertation avec les associations de consommateurs, et les acteurs de l'amélioration de l'habitat afin de garantir une transition fluide et équitable pour tous.

Par ailleurs, la question de la mise à niveau des installations intérieures, par les propriétaires et les locataires, doit être anticipée pour éviter que ces changements ne se traduisent par des coûts supplémentaires (modifications d'installations, changements d'équipements ou supplément de facture à consommation équivalente), ce qui engendrerait du mécontentement pour les utilisateurs, dirigé de manière non justifiée vers les salariés en charge des missions de service public d'électricité. A cet effet et afin de gérer l'augmentation de la charge de travail liée à la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, un renforcement des effectifs d'EDF, d'Enedis et des ELD sera indispensable comme sa prise en compte dans les différentes constructions tarifaires de l'électricité.

Nous notons avec préoccupation l'impact possible sur les factures d'électricité, notamment pour la première année d'adaptation à ces nouveaux tarifs. Il est crucial que cette évolution ne se traduise pas par des augmentations substantielles des factures à consommation équivalente, d'autant plus dans le contexte actuel de perte de pouvoir d'achat des ménages.

Cette évolution tarifaire vise à augmenter les capacités d'effacement de manière significative. Aujourd'hui, 9 millions de clients sont déjà en option HP/HC, générant un effacement de 10 TWh par an. La CFE Énergies s'interroge sur le potentiel d'effacement complémentaire qui pourrait résulter de cette suppression de l'option base. La consultation de la CRE aborde également la question de l'option Tempo et envisage une modification de son calcul à partir de 2025. La CFE Énergies s'interroge sur l'objectif réel de cette mesure, craint qu'elle ne rende l'option impopulaire et souhaite en comprendre les motivations associées puisque cette option tarifaire répond déjà à la philosophie de flexibilité souhaitée.

Afin de maintenir, pour les fournisseurs alternatifs, une marge commerciale suffisante, la CRE propose d'augmenter la composante de la marge commerciale du TRVE la passant de 2 à 2,5 %. La CFE Énergies estime que cette mesure est contraire à l'objectif de soutenabilité des tarifs pour les consommateurs et souligne une nouvelle fois que l'ouverture du marché de l'électricité n'a pas contribué à la baisse des prix, bien au contraire.

La CFE Énergies réaffirme son engagement pour des tarifs justes pour l'ensemble des consommateurs, assurant la couverture des coûts et indépendants des logiques de soutien à la concurrence. Elle exprime, à ce stade, des réserves quant aux changements proposés dans cette consultation publique dont vous trouverez en annexe les développements qui éclairent notre position et nos recommandations.

La CFE Énergies reste à votre disposition pour échanger plus en détail sur ces sujets et vous propose de vous rencontrer prochainement afin de vous exposer nos propositions.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations respectueuses.



Alexandre GRILLAT

Annexe

Consultation publique – Évolutions de la méthode de construction des TRVE

1. Évolution des tarifs réglementés de vente d'électricité (TRVE)

1.1. Mise en extinction des tarifs de base au profit d'un tarif à quatre postes

La CRE propose de remplacer les tarifs de base par un modèle à quatre postes (Heures Pleines / Heures Creuses – Été / Hiver). Ce nouveau schéma vise à encourager les consommateurs à consommer l'énergie en fonction de sa disponibilité, notamment durant la nuit sur toute l'année mais aussi pendant la journée durant l'été. Cependant, cette transition soulève plusieurs questions :

- **Acceptabilité des consommateurs** : Si les signaux prix ne sont pas bien compris par les consommateurs, la modification des habitudes de consommation pourrait engendrer des augmentations de factures notamment lors de la première année d'application de ces tarifs. Il nous semble donc nécessaire qu'une période transitoire d'accompagnement soit définie avec des alertes aux consommateurs sur les impacts futurs de leur consommation enregistrée.
- **Impact sur les clients en option en base** : Pour les clients ayant souscrit une puissance entre 18 et 36 kVA, l'analyse des données de l'open data d'Enedis identifie un potentiel de l'ordre de 1 % du volume actuel d'effacement. Nous observons aussi que les clients avec une puissance de 18 kVA représentent 73 % de l'ensemble des clients en base sur le segment 18-36 kVA. Dès lors, le découpage adopté mériterait d'être affiné.

Pour les clients ayant souscrit une puissance entre 9 et 15 kVA, 75 % des clients du segment 9-15 kVA option base sont à la puissance 9 kVA, soit 2,6 millions de foyers (TRVE et en offre de marché, Enedis ne faisant pas la distinction). Le nombre de clients choisissant, en option base, une puissance de 9 kVA ne cesse de croître avec l'augmentation des usages électriques, passant de 2 millions en 2018 à 2,6 millions en 2024. Avant de prendre la décision de mettre l'option base en extinction pour les clients 9 KVA (voire 12 KVA), nous considérons qu'il serait judicieux de mieux appréhender les usages associés afin de comprendre pourquoi ils sont en option base plutôt qu'en option HP/HC.

- **Expérimentation sur les clients avec une puissance de 3 à 6 KVA** : La CRE prévoit de mener une expérimentation pour les 14,4 millions de clients souscrivant à une puissance de 3 à 6 kVA. L'objectif est d'identifier les usages pouvant être arbitrés entre heures pleines et heures creuses, tant en été qu'en hiver. La CFE Énergies recommande de mieux comprendre leurs usages. Ainsi, il nous semble important de savoir pourquoi ces clients optent pour l'option base plutôt que pour l'option HP/HC, afin de mieux ajuster la méthode de calcul des tarifs.

1.2 Gains actuels en flexibilité des clients en option HP/HC :

Aujourd'hui, 9 millions de clients sont déjà en option HP/HC, générant un effacement de 10 TWh par an. La CFE Énergies s'interroge sur le potentiel d'effacement complémentaire qui pourrait résulter de cette suppression de l'option base.

1.3. Impacts sur les installations électriques

Les signaux tarifaires à quatre plages nécessitent l'asservissement de certains usages (chauffage, eau chaude sanitaire), ce qui implique que les installations intérieures, notamment les tableaux électriques, soient conformes aux normes les plus récentes (contacteur jour/nuit, circuits électriques dédiés). Or, cette mise aux normes est à la charge des propriétaires, ce qui peut poser un problème pour les locataires impactés par les tarifs mais impuissants pour modifier les installations. Un tel changement peut entraîner des frais supplémentaires, voire une adaptation impossible.

2. Option Tempo

La consultation de la CRE aborde également la question de l'option Tempo. Alors même que cette option est utilisée par de nombreux clients pour ajuster leur consommation en fonction des signaux prix, la CRE envisage une modification de son calcul à partir de 2025. La CFE Énergies s'interroge sur l'objectif réel de cette mesure et craint qu'elle ne rende l'option impopulaire. La suppression ou la modification de cette option pourrait entraîner des conséquences importantes pour les clients qui s'y sont récemment tournés.

4. Autres évolutions relatives à la méthode de fixation des TRVE

La CRE propose (chapitre 5) d'augmenter la composante de la marge commerciale du TRVE la passant de 2 % à 2,5 % ce qui est directement profitable aux fournisseurs alternatifs qui, pour la plupart d'entre eux, ne contribuent pas aux investissements nécessaires à sûreté du système électrique dans la durée. Mais cette augmentation, justifiée par le « principe » de contestabilité des tarifs, maintient artificiellement les TRVE à un niveau supérieur aux coûts réels d'EDF, augmentant ainsi la pression sur les consommateurs tout en favorisant l'exercice de la concurrence. La CFE Énergies estime que cette mesure est contraire à l'objectif de soutenabilité des tarifs pour les consommateurs et souligne une nouvelle fois que l'ouverture du marché de l'électricité n'a pas contribué à la baisse des prix, bien au contraire.

5. Préconisations de la CFE Énergies

Expérimentations préalables : Nous recommandons la mise en place d'expérimentations sur une période significative avant toute décision de mise en extinction des tarifs option base, afin de bien évaluer l'impact sur les différents segments de clients.

Concertation avec les parties prenantes : Il est essentiel de consulter toutes les parties prenantes dont les associations de consommateurs, les acteurs de l'habitat et les fournisseurs de matériel pour assurer une transition fluide et éviter des effets négatifs pour les clients.

Accompagnement des consommateurs : Des campagnes d'information claires et un accompagnement des foyers les plus vulnérables seront nécessaires pour garantir l'appropriation des nouveaux dispositifs tarifaires.

Renforcement des équipes d'EDF, d'Enedis et des ELD : Afin de gérer l'augmentation de la charge de travail liée à la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, un renforcement des effectifs sera indispensable, avec la couverture tarifaire associée.